

**Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole
(socle commun)**

Séance du 19 septembre 2019

Le dix-neuf septembre deux mille dix-neuf, à 10 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le onze septembre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 108

Nombre de délégués présents ou représentés : 60 (dont 21 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tuder (Bagneux), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton-le-Pont), M. Jean-Paul Martinerie (Chatenay-Malabry), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Mme Cécile Boucher (Le Kremlin-Bicêtre), M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Mahrouf Bounegta (Villejuif), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), M. Yann Wehring (Région IDF) ;

Suppléants avec voix délibératives :

M. Marc Frot (Le Plessis-Tréville), M. Patrice Marchal (Nanterre), M. Patrick Leroy (Rungis), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), Mme Michèle Duchêne (Villeneuve-La-Garenne), M. Jean-Pierre Barnaud (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à M. Philippe Lebeau, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) donne pouvoir à M. Eric Schindler, M. Hervé Hemonet (Colombes) donne pouvoir à Mme Geneviève Gaillabaud, M. Bruno Hélin (Créteil) donne pouvoir à M. Samuel Besnard, M. Jean-Luc Millard (Drancy) donne pouvoir à M. Xavier Caron, M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses) donne pouvoir à M. Serge Kehyayan, M. Boutaïeb Kaddani (Joinville-le-Pont) donne pouvoir à Mme Marie-France Parrain, M. Jacques Godard (Le Bourget) donne pouvoir à M. Jean-Jacques Pasternak, Mme Anna Angeli (Le Pré-Saint-Gervais) donne pouvoir à M. Jean-Michel Arberet, Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret) donne pouvoir à M. Jean-Pierre Boyer, M. Christophe Najdovski (Paris) donne pouvoir à Mme Catherine Baratti-Elbaz, M. Jean-Marie Ballet (Puteaux) donne pouvoir à M. Bernard Accart, Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville) donne pouvoir à Mme Catherine Pilon, Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) donne pouvoir à M. Patrice Pattée, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à M. Jean-Paul Mordefroid, Mme Pascale Trimbach (Saint-Mandé) donne pouvoir à M. Pascal Turano, M. Gauthier Mouglin (GPSO) à Mme Christine Bruneau,

Mme Aline de Marcillac (GPSO) à Marie-José Rambeau, M. Jean-Marc Szmargd (GPSO) donne pouvoir à M. Bernard Roche, Mme Isabelle Debré (Département 92) donne pouvoir à M. Jackie Boulay, M. Daniel Guiraud (MGP) donne pouvoir à M. Christophe Bernier.

Excusés :

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Philippe Pierre (Argenteuil), M. Alain Loppinet (Bailly), M. Yves Menel (Garches), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay-Rocquencourt), M. Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), M. Christophe Boissiere (Vincennes), M. Hervé Fleury (Versailles).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 24 mai 2019
2. Délibérations :
 - Décision Modificative n°1 du budget annexe 2019 de la Régie Velib'
 - Modification des statuts (changement du siège social)
 - Bilan d'activité 2018 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)
 - Rapport 2018 du délégataire de contrat de concession Autolib'
 - Mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel et du Complément Indemnitaire (RIFSEEP : I.F.S.E. et C.I.A) pour certains cadres d'emplois de la filière technique
 - Modification de la délibération 2017 34 relative au tableau des emplois permanents
 - Mise en conformité des modalités de mise en œuvre du compte épargne-temps
 - Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence
 - Modification de la délibération 2017-117 du 29/11/2017 (Possibilités d'offres promotionnelles)
3. Points divers :
 - Informations à date du service public Velib'
 - Informations à date sur Autolib'

La Présidente a ouvert la séance à 10 heures 28 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Thierry-Michel Isoard est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 24 mai 2019

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité syndical du 24 mai 2019 est adopté à l'unanimité.

2. Délibérations

- 2.1 - Approbation de la décision modificative n°1 du budget annexe 2019 de la Régie Velib' (délibération 2019 19)

La Présidente rappelle que la délibération vient de recevoir un avis favorable lors du Comité syndical se réunissant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib' et qu'elle doit maintenant être approuvée par le Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité la décision modificative n°1 du budget annexe 2019 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

| CHAPITRE | ARTICLE | DEPENSES | | RECETTES | |
|--------------|---------|-----------------|-----------------|--------------------|--------------------|
| | | DEDUIRE | AJOUTER | DEDUIRE | AJOUTER |
| 011 | 6135 | 64 000 € | | | |
| 63 | 6358 | | 36 500 € | | |
| 65 | 65888 | | 10 € | | |
| 67 | 673 | | 1 990 € | | |
| 023 | 023 | | 25 500 € | | |
| 70 | 70688 | | | 3 000 000 € | |
| 77 | 7711 | | | | 3 000 000 € |
| TOTAL | | 64 000 € | 64 000 € | 3 000 000 € | 3 000 000 € |

Section d'investissement :

| CHAPITRE | ARTICLE | DEPENSES | | RECETTES | |
|--------------|---------|----------|-----------------|----------|-----------------|
| | | DEDUIRE | AJOUTER | DEDUIRE | AJOUTER |
| 021 | 021 | | | | 25 500 € |
| 21 | 2181 | | 25 500 € | | |
| TOTAL | | | 25 500 € | | 25 500 € |

2.2 - Modification des statuts (changement du siège social) (délibération 2019 20)

La Présidente présente cette délibération comme étant une formalité administrative confirmant la nouvelle adresse du siège social du Syndicat après son déménagement. Elle donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) précise que les locaux sont proches du métro et qu'ils sont plus petits que les précédents.

La Présidente rajoute qu'il est important que le siège social du Syndicat reste au cœur de Paris afin de rester accessible à l'ensemble des membres du Comité syndical et pour les agents.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité la modification de l'article 4 des Statuts concernant le changement d'adresse du siège du Syndicat à compter du 14 juin 2019, au 82 boulevard de Sébastopol 75003 Paris.

2.2 - Bilan d'activité 2018 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) (délibération 2019 21)

La Présidente précise que le bilan d'activité 2018 de la CCSPL indique une réunion pour cet exercice :

Pour examiner le rapport annuel 2017 du délégataire de la concession Autolib' sur proposition d'un rapport de la Présidente ;

Pour examiner le bilan d'activité 2017 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du bilan d'activité 2018 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

2.4 - Rapport 2018 du délégataire de contrat de concession Autolib' (délibération 2019 22)

La Présidente indique que le rapport a été remis par la société Autolib' le 31 mai 2019, soit un peu moins d'un an après l'arrêt du service. Ce rapport a été présenté en CCSPL. Des réserves sont maintenues par le Syndicat sur les comptes 2018 transmis par le concessionnaire et réitère que la prise d'acte du Comité syndical ne vaut pas approbation des comptes de la DSP.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE à l'unanimité, du rapport 2018 du délégataire Autolib' ci-annexé et de son adjonction au compte administratif 2018, cette décision ne valant pas approbation des comptes de la DSP qui demeurent contestés par le Syndicat.

2.5 - Mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel et du Complément Indemnitaire (RIFSEEP : I.F.S.E. et C.I.A) pour certains cadres d'emplois de la filière technique (délibération 2019 23)

La Présidente indique que cette délibération permet de mettre en œuvre le RIFSEEP pour certains cadres d'emplois de la filière technique et notamment pour les adjoints techniques et les ingénieurs en chef. Ce type de délibération est connu des collectivités.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : DÉCIDE d'instaurer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) comprenant l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.), et le complément indemnitaire (C.I.A.), aux agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois des adjoints techniques et des ingénieurs en chef et dans les conditions susmentionnées.

Article 2 : AUTORISE la Présidente à fixer, dans ce cadre, par arrêté individuel, le montant attribué à chaque agent au titre de l'I.F.S.E. et du C.I.A.

Article 3 : DIT que la délibération n°2013 047 est modifiée en ce qui concerne les primes et indemnités des cadres d'emplois susvisés, et que les autres dispositions demeurent inchangées.

Article 4 : DIT que les dispositions de la présente délibération prennent effet au 1^{er} octobre 2019.

Article 5 : DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2.6 - Modification de la délibération 2017 34 relative au tableau des emplois permanents (délibération 2019 24)

La Présidente indique qu'une modification de la délibération sur le tableau des emplois permanents est effectuée à la suite d'une suggestion du contrôle de légalité. Il a donc été précisé le niveau de diplôme, d'expérience et de rémunération pour les différents postes et notamment dans le cas de recrutement des non titulaires.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la modification du tableau portant sur la création des onze emplois, complété par le niveau de recrutement et de rémunération en cas de recrutements de contractuels de catégorie A comme suit :

| Emplois créés | Nbre | Cadre d'emplois | Niveau de diplômes ou expériences (*) | Niveau de rémunération (*) |
|---|------|--|--|--|
| Responsable déploiement infrastructure | 1 | Cadre d'emplois des Ingénieurs en chef ou des Ingénieurs | Diplômes de niveau 1 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience | Compris entre IB 441 et IB 1027 |
| Coordonnateur(trice) déploiement infrastructure | 5 | Cadre d'emplois des Ingénieurs | Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience | Compris entre IB 441 et IB 1027 |
| Qualité de service | 1 | Cadre d'emplois des Attachés* ou des Rédacteurs | *Diplômes de niveau 5 ou 6 ou au moins 5 ans d'expérience | Compris entre IB 441 et IB 1027 |
| Aide Comptable | 2 | Cadre d'emplois des Rédacteurs ou des adjoints administratifs | | |
| Secrétaire | 2 | Cadre d'emplois des adjoints administratifs | | |

(*) dans le cas de recrutements de contractuels de catégorie A

DIT, que les autres termes de la délibération 2017 34 restent inchangés ;

DIT, que la Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

2.7 Mise en conformité des modalités de mise en œuvre du compte épargne-temps (délibération 2019 25)

La Présidente indique que la délibération est une simple mise en conformité des montants d'indemnisation des jours placés sur le compte épargne-temps.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité de modifier l'article 5 de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 comme suit :

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés sous forme de congés, pris dans les conditions mentionnées à l'article 3 du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 susvisé.
- L'unité d'utilisation du compte épargne-temps est la journée entière.
- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être indemnisés à hauteur d'un montant forfaitaire par catégorie statutaire, fixé par l'arrêté prévu à l'article 6-2 du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié, à compter du 16^e jour et plus (les 15 premiers jours ne pouvant être utilisés que sous forme de congés) comme suit :

Catégorie A - 135€ brut par jour
Catégorie B - 90€ brut par jour
Catégorie C - 75€ brut par jour

Ou, verser au titre de la RAFP selon les barèmes réglementaires en vigueur. Ces options sont donc ouvertes pour les jours inscrits au CET entre le 16^e et le 60^e jour.

Ainsi l'agent titulaire peut, pour les jours épargnés opter :

- soit pour leur utilisation sous forme de congés,
- soit les maintenir au titre du CET sous réserve de ne pas dépasser le plafond de 60 jours (si le plafond est atteint, aucun jour supplémentaire ne peut être épargné),
- soit être indemnisé au-delà du quinzième jour,
- soit (seulement pour les fonctionnaires CNRACL) demander leur prise en compte au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

DIT que les autres articles de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 restent inchangés et que l'article 5 suivra l'évolution de la réglementation à venir notamment concernant les montants forfaitaires par catégorie statutaire.

2.8 Rendu-Compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence (délibération 2019 26)

La Présidente indique que régulièrement, le compte-rendu des décisions qu'elle a prises est présenté au Comité syndical qui doit en prendre acte.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par la Présidente, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical à la Présidente, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

2.9 Modification de la délibération 2017-117 relative aux tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (délibération 2019 27)

La Présidente indique que cette délibération a accueilli un avis favorable du Comité syndical se réunissant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib' ce jour. Le Comité syndical doit maintenant délibérer la mise en place d'offres promotionnelles pour le service public Velib' Métropole.

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité,

Article 1 : L'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est complété par le texte suivant :

« Modification temporaire des périodes de gratuité d'usage du service

Au maximum six fois par année calendaire, le Syndicat Autolib' Velib' Métropole (SAVM), en tant que pouvoir adjudicateur du service Velib', peut accorder, à son initiative ou sur proposition du titulaire du marché, jusqu'à 60 minutes d'usage gratuit additionnel pour toutes les nouvelles souscriptions à un type d'abonnement en particulier (V-Libre, V-Plus ou V-Max, quel que soit le tarif) ou tous indistinctement.

Ces crédits d'usage promotionnels ont une durée de validité n'excédant pas 30 jours suivant la souscription du nouvel abonnement. Ils doivent être consommés par le nouvel usager dans ce laps de temps sans quoi ils sont définitivement perdus.

Distribution exceptionnelle de crédits d'usages

Dans le cadre d'opérations ponctuelles jusqu'à six fois par an, le SAVM peut accorder, à son initiative ou sur proposition du titulaire du marché, jusqu'à 60 minutes de crédit d'usage gratuit à tous les abonnés à un type d'abonnement ou tous indistinctement.

Ces crédits d'usage ont une durée de validité n'excédant pas 30 jours. Ils doivent être consommés par les usagers qui en bénéficient dans ce laps de temps sans quoi ils sont définitivement perdus.

Les crédits d'usage accordés dans le cadre de périodes promotionnelles sont consommés par les usagers dans les mêmes conditions que les minutes bonus accordées dans le cadre du fonctionnement normal du service, conformément à la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 par tranche de 30 minutes indivisibles indistinctement sur un Velib' mécanique ou à assistance électrique. Ils sont cumulables avec les minutes bonus acquises auparavant par les usagers dont l'abonnement offre cette possibilité et sont consommés en priorité sur les minutes bonus acquises auparavant dans le cadre du fonctionnement normal du service.

Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre, les conditions et la durée d'application.

Dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariats

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, un partenaire, lié par contrat commercial avec le titulaire du marché pourra prendre en charge de 1 € à 100 % du prix d'un abonnement, du prix d'un Pass courte durée et/ou des crédits d'usage, via un code promotionnel.

Ce code promotionnel serait distribué à des usagers dont la souscription à l'abonnement ou au Pass courte durée et/ ou les consommations d'usage seraient ainsi tout ou partie prise en charge par le partenaire.

Les modalités sont définies par ordre de service pour préciser notamment la durée, le volume, l'abonnement concerné, la durée de validité du code. »

Article 2 : *La Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.*

La Présidente remercie les membres pour la confiance accordée au travail du Syndicat. Elle rappelle qu'une lettre est envoyée en amont du Comité aux maires des communes membres et qu'un travail constant est effectué avec les agents des collectivités membres.

3. Point divers :

- Informations à date du service public Velib'

La Présidente, afin de faire un point à date sur l'exploitation du service Velib' Métropole, donne la parole à M. Arnaud Marion (Directeur exécutif de Smovengo) et M. Jacques Greiveldinger (Directeur Général de Smovengo).

M. Arnaud Marion (Président exécutif de Smovengo) indique qu'il va quitter ses fonctions le 30 septembre 2019. Il précise qu'il reste conseiller des actionnaires de Smovengo. M. Jacques Greiveldinger a été nommé directeur général de Smovengo le 4 septembre 2019. Il présente ensuite une présentation projetée sur écran avec une série d'indicateurs :

- 1 334 stations Velib' Métropole aujourd'hui en service ;
- 3 100 000 locations mensuelles dont 1 300 000 de vélos à assistance électrique (VAE) ;
- 200 000 usagers actifs chaque mois ;
- 250 000 abonnés ;
- 16 000 vélos ayant circulé.

93 % sont en service sur un périmètre de 400 km² (dont 386 en proche couronne).
8 960 vélos mécaniques et 7 040 VAE sont sur le terrain et 76 % circulent chaque jour, 88 % sur 3 jours. Environ 800 vélos sont réparés chaque jour.
7 284 961 locations sont projetées au 3^e trimestre 2019 dont 4 147 223 de vélos mécaniques et 3 137 738 de VAE.

Les chiffres pour la journée du 13 septembre 2019 de l'usage de Velib' Métropole sont les suivants :

- 174 564 courses par jour dont 73 470 en VAE ;
- 3,5 km parcourus en moyenne dont 3,2 km à vélo mécanique et 3,8 km à VAE ;
- 77 905 usagers uniques ;
- 7 456 abonnements courtes durées et 5 775 abonnements longues durées.

Afin de lutter contre la disparition des vélos, de nouvelles versions de la V-Box sont apparues en juillet / août afin d'augmenter la puissance de l'antenne et permettre d'améliorer la communication entre le vélo et la bornette, faciliter l'identification du vélo lorsqu'il entre en bornette et déclencher le verrouillage. En août, il a aussi été mis en place progressivement la fonctionnalité d'auto-verrouillage sur les vélos dont la course dépasse 24 heures ou sont à l'arrêt. La maraude a connu un renforcement de ses effectifs et de ses actions durant l'été.

Contre les fraudes, le 5 septembre, a été mis en place un correctif afin d'empêcher le déblocage de plusieurs vélos avec un seul code.

Pour renforcer la sécurité des paiements par carte bancaires, le système 3D Secure est en cours de lancement sur le site internet et un module Ingenico sera mis en place pour renforcer la sécurité.

Les améliorations déployées depuis juillet ont permis de stopper la perte de vélos et réduire le stock de vélos volés.

Concernant la maintenance, le but est de traiter 520 vélos en atelier et 300 sur le terrain par jour.

Un vélo HS ramassé sur le terrain sera diagnostiqué par Smovengo. Pour les réparations simples et les réparations longues, il sera confié aux ateliers VitaService. Pour les réparations complexes, il est envoyé en ateliers Smovengo avec une spécialisation par postes. Après réparation, le vélo bénéficie du remplacement de ses pièces anciennes par des nouvelles si cela est applicable et est contrôlé ensuite par Smovengo avant d'être réinjecté.

A partir du 25 septembre, 2 000 VAE seront injectés au rythme de 80 par jour.

La Présidente constate que, tout en restant modérée, les chiffres sont meilleurs et permettent de faire une comparaison de Velib' Métropole avec les services précédents ou autres disponibles aujourd'hui. Il est possible d'assumer la volonté collective de mettre en place ce service public ambitieux sur le territoire de plus de 50 communes. Lors de pics d'utilisations, le système a été très sollicité et a tenu.

Il reste des sujets à évoquer, dont :

- L'aide que peuvent apporter les communes adhérentes pour récupérer les Velib' abandonnés ;
- Le stationnement d'autres véhicules partagés (vélos et trottinettes) qui occupent illégalement les stations Velib' Métropole. Elle rappelle que ces stations ont un coût pour le service, qu'elles sont réservées exclusivement à l'opérateur Velib' Métropole et qu'il est possible de verbaliser les autres opérateurs qui utilisent cet espace.

Un travail continue entre les équipes du Syndicat et de Smovengo dans la confiance et la transparence. Elle rappelle que le Syndicat et l'opérateur sont liés par un contrat qui doit être respecté ou modifié et qu'il est indispensable de partager les diagnostics effectués sur le service. Aujourd'hui on passe d'un gestionnaire de crise à une présidence plus classique pour une gestion normale du service. Elle partage sa conviction qu'il reste beaucoup de travail à effectuer mais que le service n'est plus en situation de crise. Symboliquement, une page se tourne ce jour. Elle remercie M. Arnaud Marion pour son travail et remercie les équipes du Syndicat présentes aujourd'hui ou durant la situation de crise, notamment M. Olivier Bonnefoy qui a beaucoup contribué à gérer la crise. Elle donne ensuite la parole aux membres.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) souhaite obtenir cette présentation afin de la transmettre au maire.

La Présidente accepte de fournir la présentation.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) remercie pour la présentation et félicite l'amélioration du service qu'il est possible de constater sur le terrain.

Elle voit de nombreux jeunes sur des VAE et s'aperçoit que le vélo est déringardisé, avec un changement de regard et cela même au prix de la fraude ou de mauvais usages.

Elle questionne sur le maintien du système de code permettant d'avoir un seul abonnement partagé par plusieurs personnes.

Elle demande aussi un reporting vis-à-vis des villes pour se rendre compte du fonctionnement des différentes stations (le nombre de rotations et prises par jour) afin de permettre la comparaison.

Elle souhaiterait une attention particulière sur les stations en bout de réseau malgré le manque d'un réassort massif prévu au contrat : il est important que les habitants excentrés ne se sentent pas moins traités que les autres.

Elle n'apprécie pas le terme de maraude pour la récupération des vélos car il est plutôt employé pour le Samu social.

Elle souhaiterait savoir quand sera remis en place le système d'overflow.

Elle propose le rajout de pompes à certaines stations permettant une prise en charge des dégonflements / crevaisons par les usagers. À Montreuil, une dizaine de pompes sont accessibles sur l'espace public.

Elle termine par son souhait d'obtenir un profil des abonnés.

La Présidente est favorable à l'installation de pompes sur l'espace public, pour l'ensemble des cyclistes.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) partage les propos de la Présidente et apprécie ceux Mme Pilon concernant les jeunes en vélo.

Pour les vélos perdus / volés, il apprécie les efforts effectués. Cependant, il indique avoir été interpellé avec d'autres membres pour des dommages collatéraux dus au renforcement des règles envers des usagers de bonne foi. Il ajoute qu'un vélo mal raccroché entraîne la facturation de sommes importantes et certains usagers sont mal entendus.

Il apprécie l'amélioration du service présentée par Smovengo. Cependant, la multitude de chiffres en un temps réduit ne permet pas le recul nécessaire.

Il serait satisfaisant d'avoir la présentation quelques temps avant le Comité syndical, afin d'échanger aussi avec les services.

Il lit un extrait du procès-verbal de la précédente séance : « M. Jean-Michel Arberet tient à souligner la progression réalisée par le prestataire.

Il note cependant que la présentation de Smovengo ne mentionne pas la cible à atteindre des indicateurs pour stabiliser le service ». Il réitère sa remarque : on progresse, mais quelle est la cible ? A combien de courses il y a-t-il équilibre ? D'autant plus que le début était catastrophique. Il souhaiterait une communication sur l'objectif à atteindre.

M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-Sous-Bois) remercie pour la présentation et précise qu'il partage ce que dit Mme Pilon. Il indique que concernant sa ville, il n'y a que 5 stations Velib' Métropole et qu'il manque ce type de reporting pour connaître le mode de fonctionnement et de prise en charge, ainsi que la rotation sur les stations. Il y a la volonté de développer le service mais pour cela, il faut des données afin d'y travailler.

Concernant les maraudes, il estime qu'il serait intéressant d'avoir la périodicité de ces rotations. Sa commune a environ 50 km de voirie, dont une partie privée sur laquelle se trouvent des carcasses de vélos. Si les vélos étaient localisés plus rapidement, ils n'en seraient pas à emmener en déchetterie ces carcasses.

Il informe que certaines de leurs stations sont en périphérie territoriale de certaines communes où il est intimement convaincu que les équipes de Smovengo ne vont pas, avec des vélos jamais ramassés. Certains vélos sont à 500 mètres des stations depuis plus de 3 semaines. Si on souhaite éradiquer les problèmes de pertes de Velib' et sensibiliser les gens au respect du service, il faudrait ne pas donner l'impression de délaisser le matériel dès qu'il est dégradé ou bloqué.

M. Boujemaa El Kasmi (Bondy) indique ne pas pouvoir malheureusement faire de constat sur le service Velib' Métropole. La ville a délibéré pour être membre du Syndicat le 29 juin 2017 et le 28 juin 2018 pour le déploiement de stations. La Maire de Bondy a écrit à la Présidente en 2018 avec pour réponse que le déploiement aurait lieu au 2^e semestre 2019. Le déploiement n'a toujours pas débuté à ce jour et il informe que la ville est mise en difficulté par rapport à sa communication. Le problème du maillage avait été mis en évidence, mais la commune de Noisy-le-Sec demande maintenant 3 stations. Une lettre a été envoyée début juillet, signé conjointement par le Président du Territoire et par la maire de Bondy, sans réponse à ce jour. Il souhaiterait que soit pris un engagement pour le déploiement de Velib' Métropole à Bondy. Il rappelle qu'il faut prendre en considération le délai technique d'installation et souhaiterait déployer au moins 3 stations sur les 5 dans des endroits importants comme la gare de la commune.

La Présidente indique que c'est un cas particulier qui a déjà été évoqué avec les services de Bondy. C'est un sujet important sur la stratégie de déploiement du service.

M. Patrice Pattée (Sceaux) estime qu'on ne peut que se féliciter des résultats présentés par le délégataire et que cela montre qu'il fallait y croire, avoir confiance : c'est une victoire collective.

Depuis le 13 septembre, il semble que l'engouement pour le vélo se maintient et qu'il est lié par ailleurs aux efforts de la ville de Paris en termes d'infrastructure. Circulant beaucoup à vélo, il perçoit la frontière entre la banlieue et Paris et combien les cyclistes sont pénalisés en dehors de la capitale. Il est urgent que les élus de la métropole hors Paris travaillent sur leurs infrastructures. Si on souhaite que le service Velib' Métropole soit réellement métropolitain, il reste beaucoup de choses à faire. Il faut saisir l'opportunité financière actuelle avec le soutien au vélo national, de la région et de la Métropole. La rentrée était magique à Paris.

Concernant la question du point d'équilibre cité par Monsieur Arberet, il apprécierait voir le service Velib' Métropole s'équilibrer et que l'abonnement modique couvre le coût de l'opération.

Les chiffres présentés par M. Marion laissent à penser qu'on organise un transfert modal à l'échelle de la Métropole vers le vélo : il faut prendre en compte l'amélioration de la qualité de l'air, la réduction de la pollution sonore... C'est une comptabilité compliquée. Même si cela coûte 10 à 20 000 € par station et par an, cela va dans le bon sens.

Il est heureux de voir accéder à la direction de Smovengo un industriel car les vélos étant de plus en plus sollicités, il faut les entretenir pour que le service ne déçoive pas.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) revient sur plusieurs points.

Il salue à la fois le travail des équipes de Smovengo par rapport à une situation de départ compliquée et celui du Syndicat et du service public : c'est un système nouveau, sur une infrastructure nouvelle. Étant élu en fin de réseau, le défi est d'avoir de plus en plus d'utilisateurs et de leur offrir une infrastructure. Avec le VAE se pose la question des autres infrastructures publiques comme les pistes cyclables.

Il souhaite questionner l'opérateur sur l'association de l'utilisateur aux signalements des problématiques. Il rappelle que concernant Autolib', il était difficile de travailler sur ces sujets avec la société Autolib'. Il exprime les difficultés sur l'application smartphone Velib' Métropole afin de signaler les vélos perdus ou abîmés en station. Ce sont des sujets importants pour que l'utilisateur ressente la prise en compte de son avis et de ses problématiques. Le fait qu'un utilisateur ne trouve pas de Velib' quotidiennement dans sa station est un problème qui remonte aux élus régulièrement.

Concernant les sujets de fraudes / vols / vélos abîmés, ceux-ci étaient très importants sur le Velib' original, sur Autolib' et pour de nombreux opérateurs privés. C'est un sujet qui mérite toute l'attention, en particulier au niveau budgétaire.

M. Jean-Pierre Barnaud (Métropole du Grand Paris) revient sur l'ensemble des difficultés de délinquance limitant le nombre de vélos disponibles et créant des situations de tensions dues à une fréquentation accrue. Les difficultés à trouver des vélos en stations remontent à la MGP avec des plaintes d'utilisateurs ou de villes. Certains vélos restent à l'état d'abandon durant des périodes trop longues malgré les sollicitations. Cela ne doit pas dissimuler qu'il y ait une étape nouvelle aujourd'hui démontrant la complémentarité entre Paris et la Métropole du Grand Paris : c'est un exemple de travail en commun. Il rappelle la contribution de la Métropole du Grand Paris à hauteur de 10 000 € par station Velib' Métropole hors Paris.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) souhaite apporter une précision à son intervention. Parlant de point d'équilibre, il ne pense pas que les recettes utilisateurs devraient financer le service public. Il considère dans ce point d'équilibre le financement des villes et de la Métropole du Grand Paris.

La Présidente donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) cite quelques points stratégiques concernant l'évolution du service.

La première cible est de respecter le marché en nombre de stations et de vélos. A ce jour, ce n'est pas le cas même s'il y a des réserves sur l'adaptation du marché sur des points pouvant être perçus comme aberrants aujourd'hui.

Le deuxième élément de perspective est de répondre au besoin de la population. Il faut comprendre à quel type de besoin le service doit répondre. Le service rentrant dans la normalité, des analyses et des évolutions vont pouvoir être effectuées. Le service doit être la réponse la plus efficiente possible par rapport au besoin, et la continuation du déploiement est très importante. L'équation à résoudre est entre le besoin, l'envie et la réalité économique. Des échanges ont eu lieu avec la Métropole car le réseau de pistes cyclables est très important. Elle indique qu'il a été proposé aux responsables techniques des collectivités adhérentes de travailler ensemble sur ce sujet.

La Présidente souhaite rappeler, avec l'expérience Autolib', qu'il est important de prendre en compte la notion d'équilibre économique. Les adhérents du Syndicat sont solidaires mais pourtant, lorsqu'il y a des pertes, cette notion apparaît impossible pour certains. Elle souhaite qu'avant tout développement de service, il y ait une approche maillage et financière. On ne peut pas décider collectivement d'étendre le service si on n'assume pas collectivement le coût.

Elle reste favorable à la notion de service public, en particulier dans des communes moins bien desservies.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) rappelle la règle mise en place concernant la disponibilité des chiffres Velib' sur chaque territoire. Il y a un accès donné nominativement aux élus titulaires sur l'ensemble des données de leur commune quel que soit leur grandeur et leur nombre de stations. Maintenant que le service est en mode nominal, l'évolution des données mises à disposition sera étudiée. Cependant, il n'y a pas les moyens à ce jour pour le Syndicat ou le prestataire dans le cadre du marché de réaliser des analyses détaillées pour tous les territoires. Les évolutions ne devront pas engager de cout supplémentaire. Dans quelques semaines seront réalisées des réunions techniques à ce sujet.

La Présidente donne la parole à M. Arnaud Marion et M. Nicolas Boutaud.

M. Arnaud Marion (Président exécutif de Smovengo) répond aux différentes interrogations.

Concernant l'usage frauduleux des codes, il était possible jusqu'à récemment d'utiliser la carte Velib' Métropole et les codes de manière autonome. Aujourd'hui, les codes ont une durée de vie de 30 jours le temps de recevoir la carte. L'utilisateur perdant sa carte Velib' doit pouvoir aussi avoir la possibilité de régénérer un code pour utiliser le service.

Il existe un système d'information afin d'effectuer un reporting des villes par station. Cela a été mis en place et Smovengo reste prêt à faire les bonnes adaptations.

Les stations de bout de réseau renvoient au problème de densification. Si on compare le Velib' original à Velib' Métropole, on compare 160 km² à 397 km² : c'est trois fois plus de territoire. Vu du côté de l'opérateur et de son équilibre économique non atteint, la densification et la carte critique du réseau sont deux sujets très importants. Créer des stations dans des villes éloignées sans station autour poserait un problème.

Smovengo est pour l'overflow en station : le système est prêt mais il n'a pas l'accord du Syndicat à ce jour. Il a demandé qu'on puisse tester à nouveau l'overflow de manière humanisée et rappelle que le système s'est amélioré sur le plan technique par rapport à ce qu'il pouvait être au début de Velib' Métropole. C'était ridicule de vouloir tout déployer à la fois, sans avoir les stations électrifiées. Lors de journées comme le 13 septembre, l'overflow est un plus car le vol est la conséquence souvent de l'impossibilité pour l'utilisateur de reposer le vélo en station. L'overflow résout aussi un problème de régulation.

Les pompes à vélos sur l'espace public sont une bonne idée. Des campagnes de gonflage ont été organisés et cela sauve 30 à 40 % de vélos en station. Le changement de pneus est réalisé le plus souvent directement en station.

Concernant le profil des abonnés, Smovengo suit la prise des abonnements. Elle est à ce jour assez masculin.

Sur le renforcement des règles envers les usagers, la limite est parfois très ténue entre le laxisme et la compréhension. Les faiblesses du système du début ont généré des comportements qui n'auraient pas pu être tolérés en temps normal mais l'ont été vu les manquements de l'opérateur. Cela a amené un certain nombre de dérives, par exemple sur la restitution des vélos en dehors des stations. En location automobile, on rend les clés en agence pour ne pas être redevable de frais supplémentaire, c'est la même idéologie pour Velib' Métropole. Ce sont les récidivistes cumulant les erreurs de restitution de vélos qui sont sanctionnés.

Il rappelle qu'en cas de vol de vélos, le Syndicat encaisse la caution mais les frais restent à la charge de Smovengo. L'application des CGU doit être strict.

Il indique que ce n'est pas le rôle de Smovengo d'arpenter les 400 km² de territoire Velib' Métropole pour retrouver les Velib' perdus. La maraude est un palliatif qui ne devrait pas exister, alors que l'opérateur subit vol et vandalisme.

Les agents des villes voyant des Velib' à 500 mètres de leur station peuvent faire comme lui : remettre le vélo en station ou appeler Velib' Métropole. Il ne peut pas accepter qu'un vélo soit vu à un emplacement pendant 3 semaines car cela signifie que les services de la ville ne le ramassent pas.

Il précise que le vol et le vandalisme nuisent avant tout à Smovengo : s'il avait continué sur le rythme du premier semestre 2019, l'opérateur aurait renoncé au contrat. Cela représente plus de 7 millions d'euros. Le vandalisme et la surveillance des stations sont aussi l'affaire des collectivités. Smovengo ne peut pas, avec les sommes engagées au contrat aujourd'hui, surveiller l'ensemble des stations Velib' sur le territoire.

Fournir les présentations en amont du Comité syndical ne pose pas de problème à Smovengo. C'est un sujet de procédure avec le Syndicat.

Sur l'équilibre à atteindre des usages Velib', en complément de la réponse du Syndicat, il indique qu'il n'y a pas d'objectif économique. Smovengo demande le respect du marché et ne peut pas assurer l'équilibre économique du Syndicat avec les coûts à assumer pour l'opérateur. Il précise qu'à ce jour, les usages du service Velib' Métropole ont atteint ceux du Velib' original alors qu'il est difficile de comparer les premières années d'un opérateur aux dernières années du précédent.

La géolocalisation est un faux sujet. Pour que cela fonctionne, il faut que cela soit alimenté par des batteries. Or, un vélo en « carcasse » ne peut pas être géolocalisé sans avoir une batterie autonome. D'autres systèmes sont étudiés comme les liaisons bluetooth des Smovebox, mais cela consomme aussi de la batterie et un arbitrage doit être effectué avec la durabilité des vélos. Il apparaît plus opportun de travailler sur l'auto verrouillage ou l'obligation de rentrer son mot de passe sur le Velib' après un arrêt excédant quelques minutes.

Il rappelle que c'est très important de faire remonter l'information au centre de contrôle disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 sur les usages frauduleux de Velib' ou les pertes. Il indique apprécier la sécurité apportée par la création des pistes cyclables à Paris.

Smovengo est d'accord sur le fait que les usagers doivent être associés au bon fonctionnement du service Velib' Métropole en pouvant notifier les problèmes. Cela existe déjà sur l'application. Il n'y a pas trop de problème avec la communauté qui est très responsable et tous les signalements envoyés sont traités par le centre de contrôle. Il prend l'exemple d'une station où 10 vélos ont vu leurs pneus crevés au couteau par vandalisme. Il rappelle que le vandalisme est l'affaire de tous et que sa conséquence est une baisse du nombre de vélos disponibles sur le terrain. Il souhaite que soit étudié les moyens de protéger les vélos et indique que Smovengo est en lien avec fourrières, déchetteries... Il précise que ce n'est pas normal qu'une centaine de Velib' ont été détruits dans des déchetteries alors que c'est un bien public et que Smovengo a les compétences pour les sauver avec leur propre site d'économie circulaire.

M. Nicolas Boutaud (Directeur Marketing et Communication de Smovengo) intervient pour préciser le profil des abonnés Velib' Métropole. Il indique qu'il est plutôt masculin (à deux tiers), d'environ 34 ans en moyenne. Les abonnements V-Max sont plutôt utilisés par les jeunes mais cela évolue.

La Présidente donne la parole aux membres.

M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan) rejoint les propos de M. El Kasmi. Il a bien noté les difficultés liées au maillage dans la politique de déploiement.

Livry-Gargan a rejoint le Syndicat au cours de l'année 2017 et il se rappelle que l'année dernière, les prévisions de déploiement sur la commune étaient pour fin 2020. Il s'inquiète que l'objectif ne soit pas atteint. Livry-Gargan a la problématique que le centre-ville soit mal desservi en transport en commun : le Velib' serait intéressant pour que la population puisse se déplacer jusqu'en périphérie où l'offre de transport est plus importante.

Il note que les élections approchent et s'adresse à la Présidente en tant que représentante de la ville de Paris : les voies sur berge du canal de l'Ourcq serait un axe opportun pour aménager une piste cyclable.

Mme Christine Bruneau (GPSO) félicite pour le travail entrepris et réalisé par les équipes du Syndicat et Smovengo. Les marges de progrès ont été remarquables alors que les équilibres financiers sont souvent très fragiles autant pour le Syndicat vis-à-vis des villes que dans la réalité de la relation contractuelle liant le Syndicat à l'opérateur.

Dans ce contexte, les marges de progrès existent encore et le Syndicat est attaché dans la définition de l'autonomie énergétique à voir des propositions de Smovengo afin de faciliter l'usage des VAE, très sollicités et répondant à une attente claire des usagers. On attend des progrès dans la contractualisation tel que défini dans le marché.

La Présidente confirme que les usagers sont toujours associés à l'administration du service avec les Comités des usagers. Elle indique que les usagers membres sont impliqués et permettent des discussions toujours très intéressantes.

Elle constate l'envie commune sur les infrastructures concernant le vélo et les stations Velib' Métropole. Elle rappelle que lors des prochaines échéances municipales, les élus municipaux voteront pour le nouveau Président de la Métropole du Grand Paris et elle espère un discours métropolitain des candidats, avec des projets à hauteur de la Métropole. Elle appelle à la création d'interconnexions cyclables entre les communes de la Métropole comme souhaités par les membres du Comité et au maintien de l'aide financière à l'installation de stations Velib' Métropole hors-Paris.

Elle indique avoir écrit à tous les maires un courrier qui, le cas échéant, rappelle les sommes dues par la collectivité adhérente au Syndicat concernant Autolib' et Velib' Métropole. Il n'y a pas de raison aujourd'hui de ne pas payer les factures de Velib' Métropole. La copie des courriers est disponible dans les espaces membres internet.

En prévision des prochaines élections municipale, il a été demandé aux DGS des villes adhérentes de prévoir l'élection des représentants des villes au Syndicat afin de pouvoir procéder à l'élection d'un nouveau Président du Syndicat et du Bureau rapidement.

Elle remercie les représentants de Smovengo pour leur présence lors de ce Comité syndical.

M. Arnaud Marion (Président exécutif de Smovengo) remercie le Comité pour la confiance accordée.

- Informations sur le « contentieux » Autolib'

La Présidente souhaite faire un point sur les sujets Autolib' mais rappelle que tous les éléments de ce dossier sensible ne peuvent être abordés publiquement et que des groupes de travail sont mis en place pour les élus pour bien les informer.

Elle informe que 28 communes sur 82 ont signé la convention de mise à disposition des bornes. Seul le montant détaillé arrêté avec la Société Autolib' sur la Valeur Nette Comptable (VNC) de ces bornes permettra de les faire rentrer dans l'inventaire des collectivités. La VNC doit faire l'objet d'un accord entre la société Autolib' et le Syndicat. Après un important travail, le Syndicat commence à identifier un juste montant de la VNC ; justificatifs fournis à l'appui. Si la société Autolib' est d'accord sur le coût de la VNC avec le Syndicat, il sera nécessaire pour le Comité syndical de choisir un paiement comptant ou échelonné si cela est possible avec la Société Autolib'.

Les coûts de résiliation des sous contrats fixés par la société Autolib' avec peu de justificatifs et à plus de 40 millions d'Euros ont nécessité un important travail d'expertise du Syndicat. L'évaluation du coût par le Syndicat est très inférieure. Dans tous les cas, hors VNC éventuellement, un contentieux sera probablement ouvert par la Société Autolib' sur l'ensemble des demandes indemnitaires faites au Syndicat.

Elle rappelle que les seuls contentieux encore ouverts contre le Syndicat à ce jour sont avec des collectivités adhérentes sur la délibération fixant la contribution des collectivités et le budget 2019.

Elle indique aux membres que le Syndicat a fait l'objet d'un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur 3 aspects : le suivi d'Autolib', le suivi de Velib' et le fonctionnement du Syndicat. Le rapport d'orientation provisoire a été reçu et une réponse est en préparation afin d'être transmise dans les prochains jours. Une audition a été demandée. La CRC devra examiner les éléments nouveaux avant de rédiger un rapport d'orientation définitif. Celui-ci devra être communiqué au Syndicat qui aura un délai d'un mois pour faire des observations finales qui seront annexées au rapport définitif. La mission de la CRC concerne aussi la gestion du service public par la société Autolib' avec un contrôle du délégataire et un rapport spécifique. Le Syndicat a répondu à l'ensemble des sollicitations des magistrats et a effectué un travail minutieux. Elle indique que cela servira l'intérêt général des collectivités.

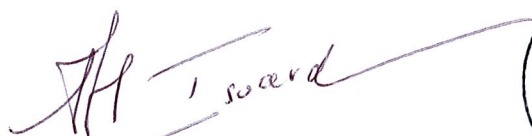
Elle donne la parole aux membres.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne Colombes) indique avoir été présente depuis la création du Syndicat et apprécie la gouvernance de la Présidente actuelle.

La Présidente précise qu'elle assumera les compétences déléguées par le Comité jusqu'au bout de son mandat.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 12h38.

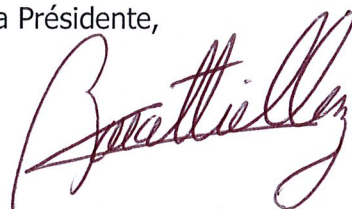
Le Secrétaire de Séance



Thierry-Michel Isoard



La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement